



L'économie allemande à la veille des élections législatives

Nicolas BOUZOU

Directeur et fondateur d'Asterès

Directeur d'études à l'école de droit et de management de Paris II Assas

Jérôme DUVAL-HAMEL

Professeur à l'ESCP

Membre du présidium de la Chambre franco-allemande de commerce et d'industrie

L'ÉCONOMIE ALLEMANDE À LA VEILLE DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

1

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE

Nicolas BOUZOU

Directeur et fondateur d'Asterès
Directeur d'études à l'école de droit et de management de Paris II Assas

Jérôme DUVAL-HAMEL

Professeur à l'ESCP
Membre du présidium de la Chambre franco-allemande de commerce et d'industrie

En cette période de récession, la campagne des législatives allemandes fait une large place aux questions économiques.

Les élections européennes de juin 2009 ont placé Angela Merkel dans une position favorable. Elles ont également été marquées par une progression des libéraux (FDP). Le poste de chancelier sera pourvu par vote du Bundestag après sa propre élection le 27 septembre. Les candidats au poste de chancelier sont Angela Merkel (CDU-CSU), Frank-Walter Steinmeier (SPD), Guido Westerwelle (FDP), Renate Künast (Les Verts) et Oskar Lafontaine (Die Linke-La Gauche). La victoire se jouera probablement entre Angela Merkel et Frank-Walter Steinmeier – et débouchera sans doute sur une coalition.

Le principal enjeu politique, comme à chaque élection fédérale, reste les coalitions. La question est de savoir si la Grande Coalition (CDU-CSU et SPD) sera poursuivie, ou si elle laissera la place à une autre coalition (noir et jaune – conservateurs et libéraux; ou rouge et vert – SPD-Les Verts, par exemple). L'alliance la plus probable et la plus souhaitée par la chancelière serait celle entre CDU-CSU et FDP. Les chrétiens-démocrates, alliés aux libéraux, devraient donc être reconduits.

Les grands thèmes évoqués lors de la campagne sont la crise financière et économique – et la manière dont l'Allemagne pourra la surmonter –, les impôts et le financement des retraites, les interventions militaires à l'étranger, l'environnement et la politique énergétique, l'instauration ou non d'un salaire minimum, la responsabilité et les rémunérations des dirigeants des grandes entreprises, la politique des transports et des infrastructures, et la politique de santé publique.

Mais, comme le reconnaissait la chancelière, le 18 août, lors d'une conférence, les probléma-

tiques sont partagées par tous les partis, seule la question du « comment » varie. Ainsi, la CDU-CSU et le FDP espèrent améliorer la conjoncture en passant par une baisse des impôts. Le SPD propose un mélange de baisse et de hausse d'impôts, en abaissant le taux minimum d'imposition de 14% à 10% et en augmentant le taux maximum de 45% à 47%. Même direction pour Die Linke, qui prévoit de soulager les ménages ayant les revenus les plus faibles et d'augmenter le seuil maximal d'imposition jusqu'à 53%. Les Verts veulent, quant à eux, fixer le taux d'imposition maximum à 45% et augmenter les droits de succession pour les plus grands patrimoines.

Le SPD, Die Linke, et Les Verts sont en faveur de la création d'un salaire minimum – à l'image du SMIC français. Le SPD et Les Verts le fixent à 7,50 euros de l'heure, alors que Die Linke propose 10 euros de l'heure. Le FDP et la CDU-CSU sont opposés à la création d'un salaire minimum légal. La CDU propose la création un revenu minimum (Mindesteinkommen au lieu d'un Mindestlohn). Le FDP est également contre la création d'un salaire minimum.

Les questions d'environnement sont également très importantes lors de ces élections. Les sujets des énergies renouvelables et du nucléaire sont les principales sources de divergences entre les partis. La CDU-CSU considère le nucléaire comme une technologie de transition (Brückentechnologie) à laquelle on ne peut renoncer pour l'instant. Elle refuse cependant la construction de nouvelles centrales. Elle prévoit d'ici à 2020 de faire passer de 15% à 30% la part de la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables. Le FDP refuse également l'abandon du nucléaire civil. Selon Les Verts, la protection du climat doit devenir une priorité nationale et être inscrite dans la loi fondamentale

(Grundgesetz). Ils prévoient que, d'ici à 2030, la totalité de l'électricité produite proviendra des énergies renouvelables. Die Linke a également des objectifs ambitieux en matière de politique énergétique. La production d'énergie devra entièrement reposer sur les énergies renouvelables. Elle prévoit par ailleurs d'allouer une enveloppe de 2,5 milliards d'euros au transport ferroviaire. Le SPD continue de prôner l'abandon du nucléaire civil d'ici à 2021. L'objectif est d'atteindre 50 % de la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables.

En dépit de toutes ces différences, parfois de façade, la rénovation du concept d'« économie sociale de marché » – auquel les Allemands sont si attachés (par exemple en matière de retraites, où pas grand monde ne critique l'allongement de la durée de cotisation) –, l'orthodoxie budgétaire (en dehors des périodes de crise, bien sûr!), l'allègement de la fiscalité et – il faut bien le dire – une politique économique sans doute assez peu coopérative avec ses voisins européens (en matière fiscale surtout) semblent faire l'objet d'un relatif consensus. En étant un peu audacieux, on pourrait dire que la future politique économique allemande paraît assez prévisible.

La crise qui frappe l'économie mondiale depuis 2008 est la première de la mondialisation contemporaine : y compris dans le monde émergent, très peu de pays échappent à la récession en cette année 2009. L'Allemagne n'est pas épargnée, loin de là. Une forte dépendance aux exportations l'a rendue très vulnérable au retournement violent du commerce international. Ainsi, d'après la société Asterès, le produit intérieur brut (PIB) y reculerait cette année de 6 %, contre une baisse de « seulement » – 2,5 % pour la France. La Rhénanie-du-Nord-Westphalie, *Land* fortement industriel, connaîtrait une récession de – 7 % !

Pour autant, l'observation de la seule année 2009 ne permet, pour aucun pays, d'établir un diagnostic fiable sur la force d'une économie. Car, après tout, on pourrait parfaitement soutenir qu'une forte récession peut précéder un rebond tout aussi fort. On pourrait aussi affirmer qu'une forte récession permettra d'« assainir » l'économie pour la faire redémarrer sur de bonnes bases. En réalité, en Allemagne comme ailleurs, il faut prendre un peu de recul pour bien comprendre les évolutions économiques et sociales à l'œuvre. Lesquelles, depuis le milieu des années 2000, ont agréablement surpris. N'oublions pas que, longtemps, l'Allemagne a été, avec l'Italie, présentée comme l'homme malade de l'Europe (allusion historique, appellation utilisée pour la Turquie au *xx*^e siècle).

Il existe un chiffre qui, de prime abord, pourrait sembler illustrer une perte d'influence de l'Allemagne au niveau mondial : c'est simplement celui de son PIB. Environ 3700 milliards de dollars en 2008 selon le Fonds monétaire international (FMI). Une statistique abstraite et sans grande signification, sauf quand on sait qu'elle place l'Allemagne en quatrième position, alors qu'elle occupait encore la troisième un an auparavant. La Chine, avec un PIB de 4400 milliards de dollars, lui a damé le pion. Tout un symbole, mais qui pose davantage la question de la place de la Chine – notamment au sein des institutions multilatérales –, que de celle de l'Allemagne, qui reste un grand pays très riche (économiquement, socialement et juridiquement stable), là où la Chine est devenue un grand pays, influent, mais encore largement pauvre si on se réfère cette fois au PIB par habitant. D'ailleurs, d'ici à quelques années, la Chine dépassera le Japon pour devenir la deuxième économie mondiale. Là encore, il faudra moins y voir le déclin du Japon (même si la question mérite d'être posée) que la conséquence de l'essor de la Chine.

Car, en termes de richesse par habitant, l'Allemagne a continué de progresser ces dernières années, même si 2009 interrompt temporairement (dans ce pays comme ailleurs) cette montée. Entre 1999 et 2008, le PIB par habitant a augmenté en Allemagne de 13,5 %, soit moins que dans l'ensemble de la zone euro (14,7 %). Mais, en réalité, il faut distinguer deux sous-périodes. Entre 1999 et 2003, le PIB par habitant a crû de seulement 3,7 % en Allemagne, contre 5,8 % dans la zone euro. C'est l'époque où l'on parlait de la « vieille Europe », composée d'un noyau dur « Allemagne, France, Italie », apparemment incapable de se réformer. À partir de 2004, la tendance s'est inversée : le PIB par habitant a gagné 8,2 % en Allemagne, contre 6,9 % seulement dans la zone euro. Ce point est très important dans la mesure où l'accélération de la croissance en Allemagne suit très exactement la plupart des réformes du gouvernement Schröder, celles qui, pour la plupart (mais pas toutes), sont incluses dans « l'agenda 2010 », programme de réformes qui avait fait couler beaucoup d'encre en France, où, en matière de politique économique, la comparaison avec le voisin d'outre-Rhin constitue un sport national. C'est notamment à partir de ce moment-là que, à la suite des critiques du Conseil des Sages, la fiscalité est allégée en Allemagne (sur les ménages comme sur les entreprises) et le marché du travail flexibilisé (création des « mini-jobs », allongement de la durée des contrats à

durée déterminée (CDD), facilitation des créations d'entreprise dans l'artisanat, incitation au retour à l'emploi pour les chômeurs...), tout cela dans le cadre d'une politique budgétaire orthodoxe (juste avant la crise, le budget fédéral sera quasi à l'équilibre; et la dette publique rapportée au PIB, inférieure à la moyenne de la zone euro).

Cette inflexion dans la politique de Gerhard Schröder (par rapport à ce qui s'est fait auparavant, mais aussi par rapport aux premières années de gouvernement de ce chancelier) est fascinante à trois titres : parce qu'elle a produit des effets positifs très rapidement; parce qu'elle a rompu avec un certain aveuglement collectif; par sa méthode. En effet, on ne considère plus que les causes des difficultés sont externes, liées à l'intégration de l'Allemagne de l'Est ou à l'immigration, mais au coût croissant de l'État providence allemand : alourdissement de la dépense publique, des prélèvements fiscaux et sociaux, augmentation du coût du travail, du chômage, re-gonflement des déficits sociaux... Quant à la méthode, elle fait la part belle aux syndicats de salariés. A priori, ceux-ci étaient pourtant peu enclins à mener une politique non pas keynésienne de relance de la demande, mais plutôt de restauration de la compétitivité. Pourtant, au terme de débats internes intenses, ceux-ci acceptent de moduler les salaires et le temps de travail (en 2004, plusieurs entreprises phares repassent aux 40 heures de travail hebdomadaire). Plus important, sans doute car cela rompt avec une tradition nationale, le syndicat IG Metall et son homologue patronal Gesamtmetall entérinent, au printemps 2004, une dérogation aux accords de branche afin de préserver la compétitivité de certaines entreprises. Les centrales syndicales, malgré la résistance de la base, innovent en acceptant, par exemple, des augmentations de temps de travail sans compensations salariales, négociant des prestations sociales en contrepartie, comme des retraites d'entreprise. Les résultats sont là : le chômage baisse à partir de 2005, aidé il est vrai par l'affaiblissement des pressions démographiques. Plus intéressant : il remonte assez peu malgré la forte récession liée à la crise financière (voir graphique 1).

La politique économique du gouvernement de coalition mené par Angela Merkel se situera largement dans cette continuité. Le mandat de la chancelière sera, dans ce domaine, marqué par une forte hausse de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en compensation d'une baisse l'impôt sur les bénéfices des entreprises et d'un allègement des charges sociales. Là encore, il s'agit de mener une politique de l'offre, fondamentalement

antikeynésienne : c'est la compétitivité qui doit générer de la consommation, et non la consommation qui doit tirer la croissance. Comme le résume le théorème dit « d'Helmut Schmidt », les profits d'aujourd'hui font l'investissement de demain et l'emploi d'après-demain. La stratégie est clairement *supply side*, comme disent les Américains : attirer les sièges sociaux, permettre aux entreprises de conserver une grande partie de leurs profits pour qu'elles les réinvestissent et soient ainsi compétitives, et le reste suivra. En retour, les entreprises allemandes ont délocalisé une partie importante de leur base manufacturière, en particulier dans les pays de l'ex-URSS. Ces restructurations, entamées dans les années 1990, ont entraîné dix années de difficultés économiques et sociales (surtout en Allemagne de l'Est, mais aussi dans des régions occidentales comme la Ruhr), mais elles se traduisent aujourd'hui par une compétitivité forte, à la fois en termes de coûts, mais aussi en termes de contenus technologiques, de fiabilité, et donc d'image de marque. Globalement, la compétitivité dite « hors prix » de l'appareil productif fait très bonne figure dans le monde et permet à l'Allemagne de résister à la pression concurrentielle croissante des pays émergents. Un point commun avec le Japon, mais une différence notable avec la France.

Les données macroéconomiques illustrent cette conception de l'économie, ainsi que la dépendance de l'Allemagne au commerce mondial, de façon presque caricaturale. Ainsi, entre 1999 et 2008, les exportations allemandes se sont accrues de près de 90%, alors même que, sur la période récente, l'euro a eu tendance à s'apprécier par rapport au dollar, dégradant mécaniquement la compétitivité prix des produits européens. Sur la même période, la consommation a progressé de 5% seulement. À l'inverse, depuis le début de la crise, la consommation est restée stable, alors que les exportations ont chuté de 20%. La croissance est donc venue, ces dernières années, quasi exclusivement de la demande extérieure (voir graphique 2).

Cette stratégie de compétitivité a peut-être été trop poussée à l'extrême, et les syndicats patronaux, d'une certaine façon, ont peut-être été trop conservateurs : les profits des entreprises sont élevés en Allemagne, mais le pouvoir d'achat ne progresse pas. Entre 1999 et 2008, il a gagné 6% environ, l'un des chiffres les plus faibles dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Au-delà de l'économie, on ne peut s'empêcher de se demander combien de temps le corps social peut accepter une stagnation de ses revenus réels. Au

sortir de la crise, un débat national sur ces questions serait plus que judicieux. Autrement dit, le potentiel de croissance de l'économie allemande est élevé, mais, faute de demande interne, il peine à s'exprimer totalement. C'est un vrai sujet.

Le traitement de la crise financière mondiale, en Allemagne comme ailleurs, a brouillé les cartes idéologiques. Angela Merkel, qui aime pourtant à citer Ludwig Erhard, le « père » de l'économie sociale de marché, a poussé ces derniers mois le rôle de l'État beaucoup plus loin que celui d'instaurateur et de garant d'un cadre réglementaire permettant la concurrence. Les garanties publiques et les recapitalisations dans le secteur bancaire se sont élevées à 480 milliards d'euros, et le gouvernement Merkel a instauré une prime à la casse automobile généreuse, mesure de circonstance justifiée afin d'éviter un effondrement du secteur, mais purement keynésienne et allant donc à l'encontre de la politique économique menée depuis dix ans ! Pire : le gouvernement a dû modifier la Constitution afin de soutenir les entreprises en difficulté, par exemple en garantissant leurs dettes !

Faut-il y voir une rupture idéologique dans le pays, comme celle que certains ont cru déceler au Royaume-Uni avec un Gordon Brown adepte « nationalisateur », ou aux États-Unis avec un Barack Obama « redistributeur » ? C'est loin d'être certain. Ainsi, le Parti social-démocrate allemand (SPD) a proposé pendant la campagne la création de 4 millions d'emplois d'ici à 2020, une annonce très critiquée – à juste titre – par les experts et la presse, et qui a, d'une certaine façon, décrédibilisé cette formation politique. Le parti dont la voix monte aujourd'hui est le Parti libéral-démocrate (FDP), le plus proche du monde économique, avec lequel Angela Merkel souhaite gouverner dans un souci que l'économie et le social soient pris en compte.

En réalité, les Allemands considèrent dans leur immense majorité que c'est l'économie qui explique la stabilité ou l'instabilité des nations, mais ils accordent également toujours une grande importance aux questions sociales. Durant cette crise, l'Union chrétienne-démocrate (CDU) a bien géré l'économie, mais, ce qui est plus nouveau, Angela Merkel a assuré personnellement la promotion des équilibres sociaux. Aujourd'hui, l'alliance entre la CDU et le FDP représente bien cette complémentarité.

Les prochaines échéances électorales allemandes vont donc se dérouler dans un contexte économique paradoxal : une récession plus forte que dans la moyenne des pays développés, ce que ne manqueront pas de souligner les partis

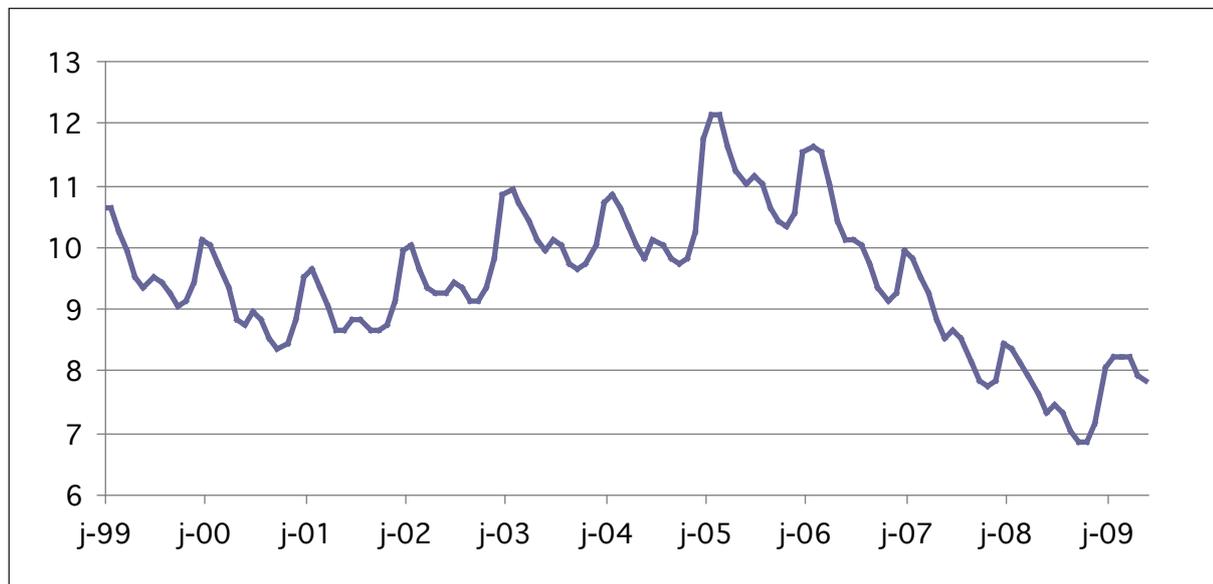
d'opposition, lesquels, appartenant pour les plus grands à la coalition au pouvoir, auront toutefois du mal à s'autocritiquer. Mais une capacité de rebond intéressante, liée à une compétitivité industrielle toujours importante. Autre facteur d'espoir pour l'Allemagne : l'amélioration de l'activité qui se profile au niveau mondial émane d'Asie. Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, la reprise se propage d'est en ouest et non d'ouest en est. C'est une bonne nouvelle pour les industriels allemands, gros exportateurs de biens d'équipement vers les pays asiatiques et d'Europe de l'Est.

Les comptes publics, bien gérés avant la crise, ne sont pas inquiétants. On sait les gouvernements allemands très orthodoxes sur le sujet. En 2010, le ratio de la dette publique au PIB au sens de Maastricht devrait se monter à 75,7%, contre 82% pour l'ensemble de la zone euro. D'ailleurs, les taux d'intérêt à long terme sur la dette publique sont, en Allemagne, les plus faibles d'Europe. Les marchés financiers savent le sérieux de l'élite allemande et le soutien de l'opinion publique sur ces sujets (nous ne sommes pas en Grèce ou en Italie). Dernière preuve en date : la coalition au pouvoir pour quelques semaines encore vient de faire adopter par le Parlement allemand un amendement constitutionnel qui limite le déficit public fédéral, durant l'ensemble d'un cycle économique, à 0,35% du PIB potentiel (c'est-à-dire du PIB théorique permis par la disponibilité de facteurs de production).

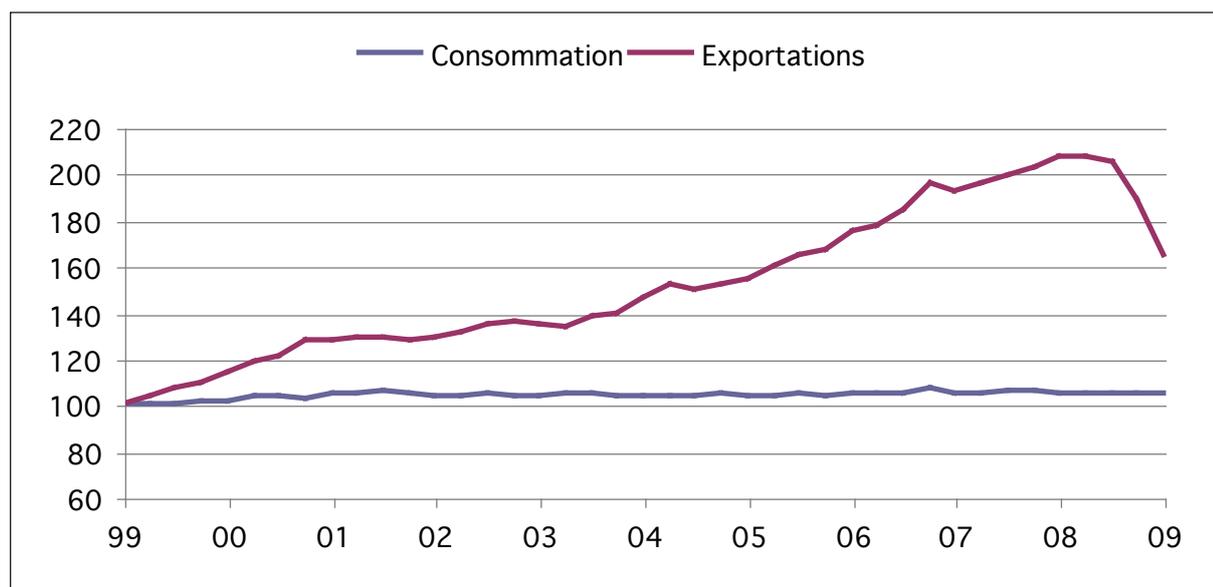
En réalité, le principal problème de l'économie allemande, assez peu évoqué, est d'ordre démographique. Le taux de fécondité (qui mesure le nombre d'enfants qu'une femme a en moyenne dans sa vie), plafonne en Allemagne à 1,3, très en deçà du seuil de renouvellement des générations (il se situe à 2 en France, le pays, il est vrai, le plus performant en la matière). Depuis 2004, le nombre d'habitants est en recul. D'ici à 2020, l'Allemagne devrait encore perdre près de 800 000 habitants ! On connaît les raisons de ce désastre. Le système institutionnel (et peut-être une certaine inertie culturelle) rend difficile pour les femmes de cumuler maternité et travail. La coalition au pouvoir a néanmoins rompu avec le rejet de la politique familiale, assimilée par les uns au nazisme, par les autres au communisme. Un salaire parental a été créé, qui vient s'ajouter aux allocations familiales. 500 000 places en crèches doivent être créées d'ici à 2013. L'aménagement du temps de travail est désormais pris en compte dans les négociations collectives (voir graphique 4).

ANNEXES

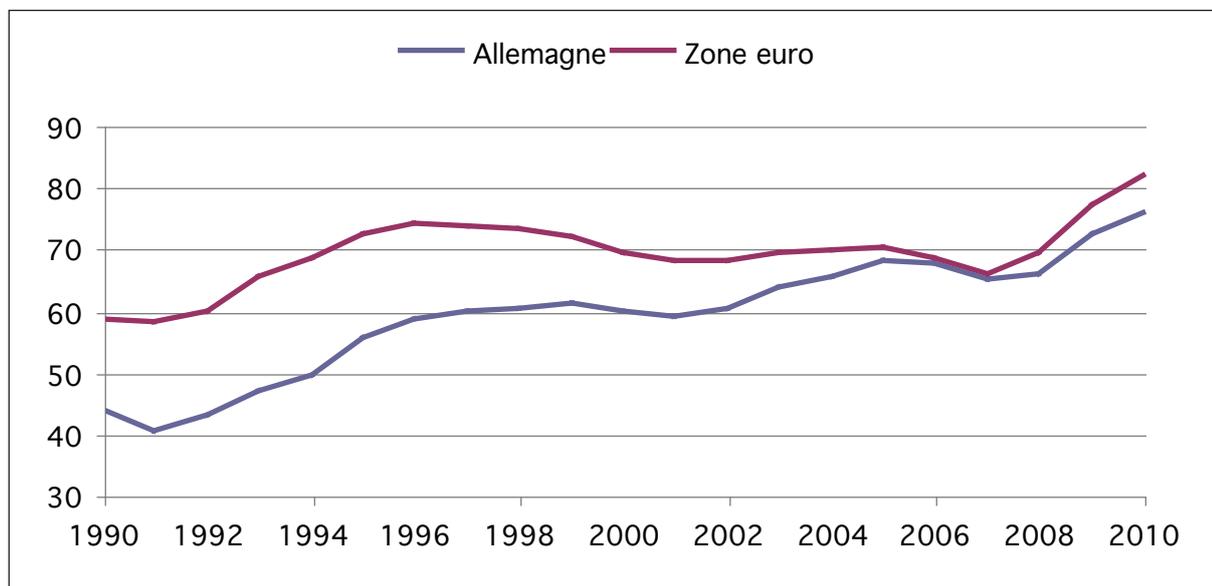
Graphique 1 : Taux de chômage en Allemagne. Part en pourcentage de la population active. Source : Feri.



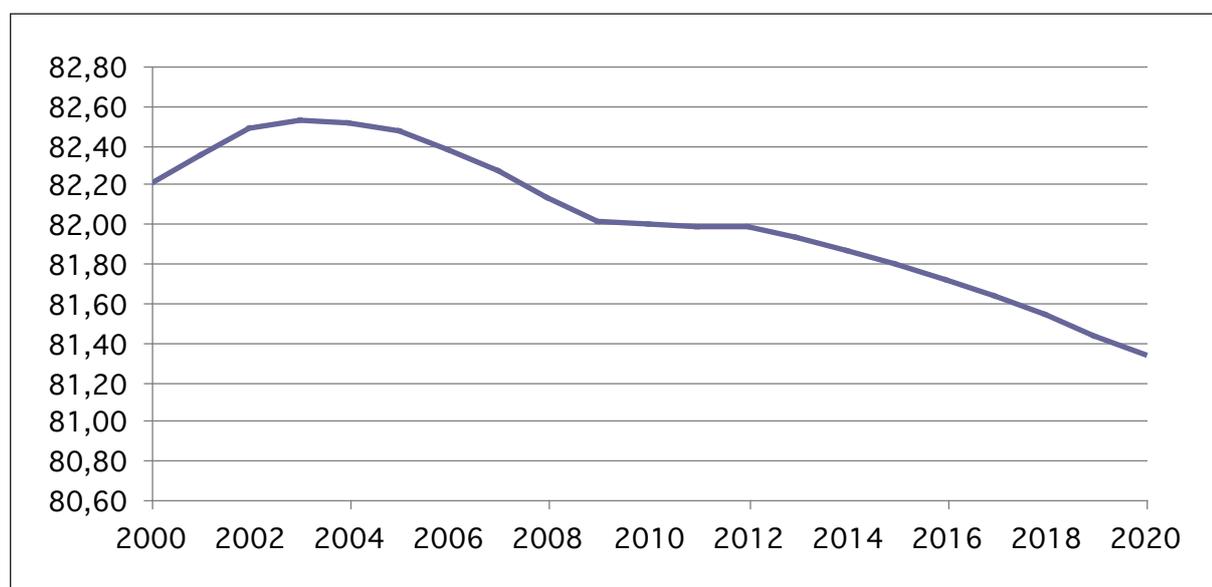
Graphique 2 : Consommation et exportations de biens industriels en Allemagne. Indices de volume base 100 au premier trimestre 1999. Source : Feri.



Graphique 3 : Dette publique-PIB en Allemagne et dans l'ensemble de la zone euro. Source : Feri.



Graphique 4 : Population allemande. Source : Feri.



QUELQUES PUBLICATIONS RÉCENTES

- « Élections européennes 2009 : analyse des résultats en Europe et en France », de Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau, septembre 2009, 32 pages
- « Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après », de Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages
- « L'État administratif et le libéralisme. Une histoire française », de Lucien Jaume, juin 2009, 12 pages
- « La politique européenne de développement : une réponse à la crise de la mondialisation? », de Jean-Michel Debrat, juin 2009, 12 pages
- « La protestation contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs : défense du statut, illustration du *statu quo*. Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson », de David Bonneau, mai 2009, 20 pages
- *La Lutte contre les discriminations liées à l'âge en matière d'emploi*, Élise Muir (dir.), mai 2009, 64 pages
- « Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le protectionnisme », de Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages
- « Après le 29 janvier : la fonction publique contre la société civile? Une question de justice sociale et un problème démocratique », de Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages
- *L'Opinion européenne en 2009*, Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de repères, mars 2009, 237 pages
- « Travailler le dimanche : qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche? Sondage, analyse, éléments pour le débat » (coll.), janvier 2009, 18 pages
- *Environnement et compétitivité. Une stratégie globale pour l'Europe* (coll.), décembre 2008, 129 pages
- *Le Public fantôme*, de Walter Lippman, Demopolis, septembre 2008, 187 pages
- *Ce que change le traité de Lisbonne pour le citoyen, le salarié, le consommateur...* (coll.), PUF, juin 2008, 61 pages
- *Indicateurs de richesse et de bien-être. Des pistes de réflexion pour la commission Stiglitz*, de Raphaël Wintrebert, juin 2008, 76 pages
- *Les Jeunesses face à leur avenir. Une enquête internationale* (coll.), janvier 2008, 194 pages
- *Engager la troisième révolution industrielle. Un nouvel ordre du jour énergétique pour l'Union européenne du XXI^e siècle*, de Jeremy Rifkin, janvier 2008, 36 pages
- *Plus de proportionnelle pour mieux représenter la société civile? Expériences européennes et scénario français* (coll.), février 2007, 107 pages

Retrouvez notre actualité et nos publications sur www.fondapol.org

Une fondation libérale, progressiste et européenne

- **Née en 2004, la Fondation pour l'innovation politique** contribue au pluralisme de la pensée et au renouvellement du débat public. Elle s'inscrit dans une perspective libérale, progressiste et européenne.
- **Lieu d'expertise, de réflexion et de débat**, la Fondation s'attache à décrire et à comprendre la société française et européenne en devenir. Le vieillissement démographique, le poids croissant des enjeux environnementaux ou la globalisation sont quelques-uns des phénomènes qui œuvrent à l'émergence d'un monde nouveau. L'analyse de ces transformations et de leurs conséquences sur notre vie politique constitue le cœur des travaux de la Fondation.
- **La Fondation ne saurait limiter son activité à l'observation**. Si elle doit prendre une part active au débat intellectuel, elle doit, à la différence d'un centre de recherche universitaire, être capable de formuler des propositions et des recommandations innovantes à l'adresse des acteurs politiques, économiques et sociaux, tant publics que privés, français et européens.
- **La Fondation pour l'innovation politique est reconnue d'utilité publique**. Elle est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées. Comme toutes les fondations démocratiques à vocation politique, elle reçoit une dotation des services du Premier ministre. Le soutien des entreprises et des particuliers contribue également au développement de ses activités.

Soutenez la Fondation

Pour renforcer son indépendance et conduire sa mission d'utilité publique, la Fondation pour l'innovation politique, institution de la société civile, a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Ils sont invités à participer chaque année à la convention générale qui définit ses orientations. La Fondation les convie régulièrement à rencontrer ses équipes et ses conseillers, à discuter en avant-première de ses travaux, à participer à ses manifestations.

Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondation pour l'innovation politique peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.

Vous êtes une entreprise, un organisme, une association

Avantage fiscal : votre entreprise bénéficie d'une réduction d'impôt de 60% à imputer directement sur l'IS (ou le cas échéant sur l'IR), dans la limite de 5% du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans).

Vous êtes un particulier

Avantages fiscaux : au titre de l'IR, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66% de vos versements, dans la limite de 20% du revenu imposable (report possible durant 5 ans); au titre de l'ISE, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt, dans la limite de 50 000 euros, de 75% de vos dons versés.

Contact : Anne Flambert • +33 (0)1 47 53 67 09 • anne.flambert@fondapol.org